

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/57

9 septembre 1996

(96-3498)

Conseil du commerce des marchandises  
19 septembre 1996

Original: anglais

## ZIMBABWE - PARAGRAPHE 4 DE L'ARTICLE PREMIER DU GATT DE 1994

### Projet de décision

*Prenant acte* de la demande<sup>1</sup> présentée par le gouvernement de la République du Zimbabwe en vue d'obtenir la reconduction de la dérogation le relevant de ses obligations au titre du paragraphe 4 de l'article premier de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (ci-après dénommé le "GATT") de 1994 pour ce qui est des dates applicables aux Membres aux fins du paragraphe 4 de cet article et de l'annexe G du GATT de 1994, dérogation qui lui avait été initialement accordée le 19 novembre 1960<sup>2</sup> par les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 (ci-après dénommées les "PARTIES CONTRACTANTES");

*Considérant* que la note relative au paragraphe 1 b) iii) de la section concernant le GATT de 1994 de l'Annexe IA de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommé l'"Accord sur l'OMC") prévoit que la Conférence ministérielle établira à sa première session une liste révisée des dérogations accordées au titre de l'article XXV du GATT de 1947 et encore en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC;

*Tenant compte* du fait que, par Décision du 31 janvier 1995<sup>3</sup>, le Conseil général a établi une liste des dérogations en application lors de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, qui comprenait la dérogation accordée à l'Afrique du Sud, au Malawi et au Zimbabwe le 19 novembre 1960;

*Tenant compte* du fait que le paragraphe 2 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994, prévoit que toute dérogation en application à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC prendra fin, à moins qu'elle ne soit prorogée conformément aux procédures énoncées au paragraphe 1 dudit mémorandum d'accord et à celles de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, à la date de son expiration ou deux ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, si ce délai est plus court;

*Considérant* qu'aux termes de la Décision du 3 décembre 1955<sup>4</sup> et de mesures prises ultérieurement à ce sujet les PARTIES CONTRACTANTES ont accepté l'augmentation des marges de préférence résultant de l'application du tarif de 1955 du Malawi et du Zimbabwe et de leurs accords

---

<sup>1</sup>G/L/106.

<sup>2</sup>IBDD, S9/47.

<sup>3</sup>WT/L/3/Corr.1.

<sup>4</sup>IBDD, S4/20.

de 1955 avec l'Afrique du Sud, admettant que cette augmentation ne relève pas le niveau général des préférences accordées par les trois pays en cause, et ont prévu que, après l'achèvement des opérations de rajustement autorisées par la Décision de 1955, les PARTIES CONTRACTANTES fixeraient de nouvelles dates, aux fins du paragraphe 4 de l'article premier du GATT de 1994, pour le Malawi et le Zimbabwe, et pour l'Afrique du Sud en ce qui concerne les produits du Malawi et du Zimbabwe;

*Compte tenu* du fait qu'un certain nombre de rajustements des marges de préférence ont été opérés conformément à la Décision de 1955, et que les délais fixés par cette décision pour effectuer d'autres rajustements ont expiré;

*Eu égard* aux Directives concernant l'examen des demandes de dérogation, adoptées le 1er novembre 1956, au Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994, et aux paragraphes 3 et 4 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC;

Les Membres, agissant conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

*Décident* ce qui suit:

1. Sous réserve des modalités et conditions énoncées ci-après, il sera dérogé aux dispositions du paragraphe 4 de l'article premier du GATT de 1994 jusqu'au 31 décembre 1997, dans la mesure nécessaire pour permettre au gouvernement zimbabwéen de fixer comme suit les dates qui lui sont applicables, aux fins du paragraphe 4 de cet article et de l'annexe G du GATT de 1994 pour autant qu'il certifie au Conseil général, par voie de consultations qui pourront être engagées en vertu de la présente décision, et en lui fournissant les renseignements qu'il est tenu de lui communiquer, que les mesures qu'il aura prises en application de la dérogation sont compatibles avec l'esprit du GATT de 1994.

Zimbabwe: le 3 décembre 1955, étant entendu que les rajustements de droits opérés par le Zimbabwe le 8 mars 1957 et les rajustements opérés à d'autres dates en vertu de la Décision du 3 décembre 1955 seront réputés, à cette fin, avoir pris effet à cette date.

2. Le gouvernement zimbabwéen, lorsque la demande lui en sera faite, engagera sans tarder des consultations avec tout Membre intéressé à propos de toute difficulté ou question qui pourrait surgir du fait de la dérogation, dans les cas où un Membre considérera qu'un avantage résultant pour lui du GATT de 1994 risque d'être ou est indûment compromis du fait de cette dérogation, et ces consultations porteront sur les mesures qu'il serait possible de prendre en vue de régler le problème ou la question de manière satisfaisante. La présente décision n'affecte en rien les droits des Membres définis dans le Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994.